

# 6 La concurrence capitaliste : un processus dynamique

---

par Gérard DUMENIL et Dominique LEVY

## Introduction

On se propose dans cet article de présenter une version simple d'un modèle *d'ajustement concurrentiel* caractéristique des *sociétés capitalistes*. «Ajustement concurrentiel» est ici opposé à «tâtonnement walrasien».

La pensée néo-classique traditionnelle donne, en effet, une représentation tout à fait irréaliste des mécanismes concurrentiels censés conduire à l'équilibre (Walras (1874)). L'équilibre Walrasien est défini comme un état dans lequel les demandes nettes de tous les agents sont nulles (pas de stocks involontaires de marchandises ou de demandes insatisfaites), état que l'on atteint par *une seule* transaction à partir de dotations initiales déterminées. Ce mécanisme suppose, pour fonctionner, la présence d'un agent centralisateur, dit «commissaire priseur», dont le rôle est de calculer, avant le début de toute activité économique, les grandeurs d'équilibre de toutes les variables, présentes et éventuellement futures.

L'étude néo-classique de la stabilité de l'équilibre (Negishi (1962), Arrow et Hahn (1971)) n'est rien d'autre que l'étude de la convergence de la méthode de calcul des valeurs d'équilibre, utilisée par le commissaire priseur, et c'est cette méthode qui est appelée «tâtonnement walrasien».

## Commentaire du chapitre 6

---

par Alain LIPPIETZ

Je dois d'abord souligner le très grand intérêt du texte de G. Duménil et D. Lévy («D-L») et mon très large accord avec le projet théorique qu'il exprime : une réhabilitation de la conception classique de l'ajustement concurrentiel. Le texte D-L nous rappelle en effet qu'avant la contre-révolution théorique qui assurera l'hégémonie de la théorie de l'équilibre général, les grands classiques (Smith, Ricardo, Marx) avaient correctement cerné les problèmes spécifiques de l'économie marchande capitaliste, problèmes qui sont redécouverts depuis quelques années, au chapitre des économies monétaires à prix fixe avec déséquilibre.

Le fond de la question, c'est qu'il revient aux entrepreneurs de prendre le pari, à leurs risques et périls, qu'en proposant sur le marché telle quantité de tel type de marchandise à tel prix, ils en obtiendront — ou non — la confirmation sociale de la validité de leurs engagements de capital (et par ce biais de travail). La sanction sociale est la quantité de marchandises «réalisée» au prix offert, sanction qui comprend un double aspect :

- une contrainte sur la capacité à réengager du capital;
- une information sur la sphère d'activité où le réengagement s'annonce le plus prometteur.

De ce fait, le temps de la réalisation, du réengagement et de la régulation (en un mot, le temps de la circulation) se révèle un temps unique, et non plus coupé de «suspensions de séance» où officierait le commissaire priseur. Les prix d'échange ne sont plus des prix d'équilibre, mais des prix d'offre construits par les firmes moyennant un calcul («les connexions externes» dit Marx — voir Lipietz [1983]) intégrant les informations dont elles disposent. Il n'y a donc plus nécessairement «clearing» par les prix: l'ajustement en fonction des prix et des quantités invendues fait partie intégrante du jeu continu des échanges. Les quantités réinvesties dépendent quant à leur volume des valeurs réalisées, et, quant à leur allocation intersectorielle des taux de profits constatés sur les différents marchés.

Cet ajustement continu par les prix et les quantités, les formes en ont bien sûr varié au cours de l'évolution du capitalisme. D-L nous en présentent une version, qu'ils appellent «concurrentielle», tout en signalant au passage qu'on en peut concevoir d'autres. Leur ambition est également limitée, de façon fort claire, au problème bien circonscrit de l'ajustement *intersectoriel* (où investit-on en fonction de prix relatifs et d'un état du marché agrégé par secteur), en laissant de côté d'une part la question macroéconomique globale (combien investit-on, en fonction des débouchés et du taux de profit globaux? Comment se forme le niveau général des prix?), et d'autre part la question microéconomique intrasectorielle (combien investit chaque firme? Comment se forme un prix unique sectoriel?).

Dans ce cadre bien délimité, ils nous proposent un modèle mathématique que l'on peut ainsi résumer.

- Les capitalistes ont déjà fixé, à la fin de leur période de production  $t$ , leurs intentions de demande: la part consacrée à la consommation (avec sa structure sectorielle), la part dépensée pour l'accumulation, avec une structure sectorielle déterminée par les écarts de taux de profit de la période antérieure. Par ce biais, et compte tenu de la structure de la demande ouvrière, ils ont ainsi prédéterminé la demande des salariés.

- Ils ont également fixé leurs prix d'offre en fonction des taux d'invendus différentiels antérieurs sur les différents marchés.

- Les échanges ont donc lieu à ces prix et ces niveaux. Les inégalités intersectorielles de taux de profit et des taux de réalisation constatés réinitialisent le processus.

A aucun moment les prix n'influent donc directement sur la demande instantanée, ni les stocks sur l'offre: tout est joué au moment du pari de l'engagement du capital. Mais prix et quantité non-réalisées influent sur les engagements futurs, donc sur la future demande: l'ajustement est donc médié par les décisions d'accumulation décentralisées, sinon des agents, du moins des branches.

Ce faisant, les auteurs démontrent:

- qu'il existe un point fixe à l'itération,
- que dans un domaine assez limité mais non vide ce processus converge.

Certes, le premier résultat est déjà fort connu: il s'agit alors tout simplement d'un modèle d'équilibre en prix de production, puisqu'il n'y a plus de modifica-

tion des prix et des quantités relatives. On sait démontrer le théorème d'existence dans des cas beaucoup plus généraux que le modèle D-L (par exemple: avec  $n$  branches, capital fixe, fonctions de consommation néo-classiques pour les dépenses des revenus: voir Lipietz [1979 a]). Mais le second résultat est beaucoup plus intéressant, car la plupart des tentatives antérieures concluait à la non-convergence («point-selle»). Tout au plus peut-on regretter que les deux cas de non-convergence (fort importants il est vrai: reproduction simple et accumulation intégrale) ne soient pas analysés économiquement, en sorte qu'on ne sait pas la part qu'y jouent les spécifications du modèle.

C'est justement sur ce point qu'il faut questionner la contribution de D-L. On peut être (comme je le suis) en parfait accord avec sa philosophie générale, se satisfaire de la plausibilité du résultat mathématique (car personne ne doute que l'ajustement concurrentiel aboutit, dans la réalité!), et néanmoins s'interroger sur l'adéquation du modèle mathématique à sa visée économique. Plus précisément, étant admis qu'il faut faire leur part aux simplifications nécessaires pour le traitement mathématique, il faut se demander si les simplifications admises (dont certaines sont présentées comme visant à abstraire le problème étudié au sein d'un programme de travail plus général) ne trahissent pas subtilement l'esprit même de la théorisation économique que le modèle est censé formaliser.

On s'interrogera notamment sur le rapport de ce modèle à la réalité visée, aux problèmes théoriques soulevés, aux contributions des auteurs critiqués.

#### A. De quel ajustement s'agit-il?

Parlant d'ajustement «concurrentiel» et «classique», les auteurs visent une forme de fonctionnement (un régime d'accumulation, un mode de régulation) du capitalisme qui se veut circonscrit. On aurait aimé savoir laquelle. Après tout, l'époque des «classiques» s'étend de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle (Smith) à la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> (Marx), et le capitalisme s'est profondément transformé pendant toute cette période. Au fil des équations, on apprend:

1. Que les normes de production (techniques) et de consommation restent fixes (ou leur variation de second ordre) pendant la durée de l'ajustement. Or on sait qu'en régime d'accumulation intensive (au sens d'Aglietta [1976], Boyer-Mistral [1978], Lipietz [1979 b]) le temps de la «révolutionnarisation» des normes de production se télescope avec celui de la circulation, appelant ainsi de nouvelles procédures sociales d'ajustement. Nous sommes donc bien dans la période des Classiques, celle de l'accumulation à dominante extensive.

2. Que les entreprises ont néanmoins une capacité de transfert parfaitement fluide de leur chiffre d'affaire d'une branche à l'autre, en fonction d'une connaissance parfaite des prix, de la demande, de l'offre et des stocks sur tous les marchés; entreprises conglomérales à la cybernétique sophistiquée qui évoquent plutôt la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle.

3. Que l'indexation des salaires sur une norme de consommation ouvrière invariable est instantanée et parfaite, ce qui nous rapprocherait de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle.

On s'étonnera au passage que G. Duménil souscrive ici à la formalisation du salaire en terme de panier de biens (à la Morishima) alors qu'il a largement contribué à une autre conception et, répondant à une contribution qui tentait une synthèse (Lipietz [1982]), refuse à présent toute pertinence à la conception

Morishima (Duménil [1984]). En réalité, il faut se rendre à l'évidence : on ne peut construire des modèles de reproduction sans spécifier, fût-ce par une fonction floue ou flexible, la structure de la consommation des salariés. L'avantage (mathématique!) de la structure fixe réside dans le fait, maintenant connu, que le taux de profit est alors déterminé indépendamment de la structure intersectorielle de la production.

4. Que malgré leur comportement congloméral, les entreprises manifestent une forte sensibilité du prix d'offre à l'état du marché, au lieu d'adopter plutôt un comportement de mark-up avec ajustement par les seules quantités. Ainsi, alors qu'à l'issue de « l'inventaire » (fin des échanges correspondant à la période  $t-1$ ) les entreprises connaissent déjà ce que sera la structure de la demande à l'issue de la période  $t$  (par l'équation (12) qui ne comprend que des arguments en  $t-1$ ), elles fixent des prix qui garantissent a priori l'inégalité des taux de profit en  $t$  (par (14) et (11)). Certes, il est trop tard pour qu'elles modifient leurs achats d'input, mais la technique était parfaitement malléable, elles pourraient encore ajuster leur offre et leurs prix définitifs : la programmation linéaire n'est pas faite pour les chiens.

Cette dernière critique ne doit pas être exagérée : ici se fait sentir le poids d'un traitement en temps discret. Que les entreprises arrêtent leur plans en  $t-2$  et leur prix en  $t-1$ , cela se noie dans la continuité réelle des échanges et engagements. Il s'agit plutôt de s'étonner du contraste entre une indexation parfaite du salaire (comportement pré-monopoliste) et une flexibilité incontrôlée de la marge : le processus historique de « monopolisation » de l'économie a plutôt suivi l'ordre inverse.

En tout cas, le modèle nous apparaît déjà comme singulièrement « ad hoc », sa construction étant davantage gouvernée par les nécessités du traitement mathématique que par la fidélité à une réalité, fût-elle stylisée par « les Classiques ».

## B. Peut-on parler d'ajustement en faisant abstraction de la question macroéconomique ?

C'est ici que portera l'essentiel de la critique. On sait que la redécouverte du caractère « risqué » de l'engagement du capital, de la nécessaire apparition de stocks involontaires et de rationnements, déséquilibres que ne saurait effacer à court terme l'ajustement des prix, a jusqu'ici alimenté surtout la refondation sur des bases microéconomiques de la macroéconomie : les déséquilibres constatés contredisent la « loi de Say » et engendrent un comportement « timoré » face à la demande inconnue, qui engendre à son tour le sous-emploi keynésien (par exemple Benassy [1976]). Les travaux de ce genre en revanche s'intéressent assez peu à l'aspect intersectoriel des désajustements.

G-D tentent l'exercice inverse : on admet une « loi de Say » globale et on étudie l'ajustement des déséquilibres intersectoriels. Cela, au nom du droit à l'abstraction. Sans doute. Mais peut-on alors se réclamer des Classiques ? Ne referme-t-on pas un peu vite la porte que l'on avait ouverte en éliminant le commissaire priseur, en réhabilitant la sanction du « saut périlleux » de la marchandise, qui, selon qu'elle sera réalisée ou restera sous forme de stock, déterminera les réengagements futurs du capital ?

Tout le traitement mathématique de D-L vise à mettre les stocks hors-jeu, si ce

n'est comme condition permissive évitant les rationnements. Je ne doute pas qu'un modèle incorporant les stocks involontaires converge, et même sans doute mieux. Je ne critiquerai pas sous un angle *technique* ces équations de comportement qui semblent négliger l'accumulation d'inventus. Je m'interroge sur la fidélité du modèle des auteurs à leur propre pensée de l'ajustement capitaliste.

Parler de « loi de Say » à propos des Classiques fait déjà problème. Adam Smith, ne serait-ce que chronologiquement, n'est pas en cause (lui qui cherchait dans les débouchés extérieurs une condition du développement capitaliste). Ricardo fait bien référence à cette loi :

« Nul, disait Ricardo, ne produit, si ce n'est dans l'intention de consommer ou de vendre, et il ne vend jamais si ce n'est pour acheter une autre marchandise qui puisse lui être utile, ou bien puisse contribuer à la production future. Il devient donc nécessairement, en produisant, soit consommateur de sa propre marchandise, soit acheteur et consommateur des marchandises de quelqu'un d'autre. On ne saurait admettre qu'il puisse longtemps être mal renseigné sur les marchandises qu'il peut produire avec le plus grand profit, en vue d'atteindre le but envisagé, c'est-à-dire la possession d'autres marchandises. Il n'est donc pas vraisemblable qu'il puisse durablement produire une marchandise pour laquelle il n'existe pas de demande. [...] On n'achète des produits qu'avec des produits ou des services, et le numéraire n'est que l'agent au moyen duquel l'échange s'effectue. » (Ricardo [1970, p. 230-232]).

Passage que le « troisième classique », Marx [1975, p. 599] commente en termes lapidaires : « Ce sont là les bavardages stériles d'un Say qui ne sont pas dignes de Ricardo ».

Chez D-L, la loi de Say devient : « l'excès du profit sur la consommation de ceux qui en vivent est investi et se traduit par une demande » : et d'avertir que la prise en compte de la thésaurisation fera l'objet d'une autre publication. Fort bien, mais les capitalistes vivent-ils aussi du profit réalisés dans la vente de leur stock ? Dans ce cas, l'équation correspondante s'écrit :

$$(A) \quad Y_{t-1} \cdot P_{t-1} + (S_{t-1} - S_t) P_{t-1} = D_{t-1} \cdot P_{t-1}$$

équation redondante avec la définition (2), et qui ne fait qu'enregistrer la conception triviale de la loi de Say : ex-post, la demande effective n'est que l'autre face de l'offre *réalisée*. Aller plus loin suppose que l'on se donne une hypothèse supplémentaire sur l'accumulation (les fameuses fonctions d'investissement qui font le charme et la pertinence de la « querelle des débouchés » et du keynésianisme). D-L en formulent une *implicite* : les capitalistes, au moment où dans la période  $t$  ils forment leur décisions d'achat, considèrent qu'ils pourront dépenser à l'issue de cette période exactement le profit théorique qu'ils réaliseraient en vendant la seule production de cette période, ni plus, ni moins, que les stocks se soient résorbés ou accumulés. Encore cette décision est-elle *collective* : le fond d'accumulation  $K(t)$  est calculé *globalement* (équation (12)) et la structure des taux de profit détermine ensuite la demande intersectorielle. La traduction de cet invraisemblable comportement est alors bel et bien, en l'absence de thésaurisation, l'équation (4), qui signifie tout simplement que la résorption des stocks ne saurait ajouter quoique ce soit (et la formation de stocks retrancher quoique ce soit) à la valeur réaccumulable totale. Cette équation

reportée dans (A) donne effectivement (3) : la demande ex-post à la fin de la période est strictement égale à l'offre nouvelle. Equation dont je ne vois pas d'autre justification économique que ce comportement de non-prise en considération de la variation possible de la valeur globale des stocks (les « valeurs non réalisées » dirait Marx)... comportement qui contredit la philosophie générale de la contribution des auteurs, laquelle visait à prendre en compte le caractère décentralisé et risqué de l'accumulation capitaliste.

A partir de ce postulat, toutes les bizarreries, qui apparaissent quand on cherche à donner un sens économique aux équations, coulent de source.

- Le taux de profit ((5) et (11)) qui joue un rôle régulateur pour l'accumulation en  $t+1$  n'est pas celui que constatent en  $t$  les capitalistes (en rapportant le profit réalisé au capital engagé) mais un taux théorique calculé (celui de pleine-réalisation), qu'ils pouvaient d'ailleurs calculer à l'issue des échanges de  $t-1$  (et qui intègre il est vrai les déséquilibres à cette date), avant même d'avoir commencé à produire, avant la sanction de la réalisation.

- Les variations de prix ne sont pas fonction de l'écart « offre/demande » (ég. (14)), mais des écarts « production nouvelle/demande », comme si l'accumulation des stocks de période en période ne pesait pas sur le marché...

Notons également que, les stocks étant éliminés, se trouve justifiée la phrase incorrecte « sans un tel mécanisme [d'ajustement par les prix en fonction des excès de production] il n'y aurait pas de tendance à l'égalisation des taux de profit ». Affirmation bien gratuite : dans une régulation monopoliste caricaturale, avec fixation administrée d'un prix d'offre par apposition d'un taux de marge indépendant de l'état du marché, les capitalistes éprouveraient (en cas de formation de stocks involontaires) une baisse de leur taux de profit réel qui les amènerait à réengager différemment leur chiffre d'affaire.

### C. Des collègues maltraités

Tous ces défauts de la formalisation n'appelleraient que l'indulgence amusée que se doivent d'observer les uns vis-à-vis des autres les formalisateurs, si n'était affirmée avec une telle rigueur la non-pertinence des autres approches théoriques.

Il est facile de railler le commissaire priseur, mais tout de même des néo-classiques ont eu le mérite de travailler à la question de la formation dynamique et décentralisée des prix de marché, inter-branches et intra-branches, que ce soit en termes des dynamiques de gradient, de théorie des jeux, etc. On peut évidemment critiquer ces formalisations, on ne peut les ignorer.

De même, pourquoi rejeter l'ajustement qualifié de « keynésien » (1-A-2) qui permettrait de choisir la production  $Y$ , en supposant déjà connue la demande  $D$ , alors que l'automatisme de la procédure d'itération, fondée sur la constance des comportements  $f$ ,  $g$  et  $\alpha$ , supposés identiques pour tous les capitalistes, revient à l'hypothèse d'un avenir parfaitement certain ?

Enfin, le travail de Nikaido cité ne contient pas de « contradictions » tellement plus graves que la formalisation D-L (en particulier il traite les stocks involontaires ni mieux ni plus mal), et de plus retrouve le résultat de D-L en ce qui concerne la reproduction simple : non-convergence.

\*

\*\*

Toute cette critique, encore une fois, ne remet pas en cause la pertinence fondamentale de l'exercice de D-L; la formulation littéraire du problème de l'ajustement me semble tout à fait juste, et la traduction formalisée a le mérite... de converger. En attirant l'attention sur l'appauvrissement de la pensée économique de l'une à l'autre, je n'ai fait que rappeler la leçon bien connue des familiers de la formalisation (en particulier dynamique) : traduire, c'est trahir.

### Bibliographie

AGLIETTA, M. [1976], *Régulation et crise du capitalisme*, Calmann-Lévy, Paris.  
BOYER, R., MISTRAL, J. [1978], *Accumulation, inflation et crise*, P.U.F., Paris.

DUMENIL, G. [1984], « The so-called « transformation problem » revisited : a brief comment », *Journal of Economic Theory*, n° 2.

LIPIETZ, A. [1979 a], « Nouvelle solution au problème de la transformation : le cas du capital fixe et de la rente », *Cahiers économiques de Louvain* n° 2.

LIPIETZ, A. [1979 b], *Crise et inflation : Pourquoi?* Paris, Maspéro.

LIPIETZ, A. [1982], « The so-called « transformation problem » revisited », *Journal of Economic Theory* n° 1.

LIPIETZ, A. [1983], *Le monde enchanté. De la valeur à l'envol inflationniste*, La Découverte — Maspéro, Paris.

RICARDO, D. [1970], *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, Calmann-Lévy, Paris.

MARX, K. [1975], *Théories sur la plus-value*, tome III, Ed. Sociales, Paris.